

Droit Économie Gestion Mention Droit public Spécialité Administration publique et contentieux

RNCP18938 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1403, K1404, K1802, K1903, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Franche-Comté - Besançon

<http://www.univ-fcomte.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du diplôme travaille au sein des services de l'Etat ou des collectivités territoriales et leurs regroupements, des organismes parapublics (sociétés d'économie mixte locales, autorités de régulation, services d'intérêt économique, hôpitaux, caisses de sécurité sociale, délégataires de services publics...), des associations d'élus ou de collectivités, en entreprise ou en cabinet. Il étudie de façon permanente et analyse la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit. Ce professionnel conseille, dans le domaine du droit public, les personnes physiques ou morales sur des problèmes ou actions ayant des implications juridiques, avec pour objectifs :

- - d'organiser l'application du droit ;
- - de respecter et de faire respecter la législation et la réglementation ;
- - de les adapter aux besoins de l'employeur par l'étude et l'interprétation des textes juridiques ;
- - de défendre les intérêts de l'employeur ;
- - de rédiger ou de faire rédiger des actes.

Il étudie de façon permanente et analyse la législation, la réglementation, la jurisprudence, la théorie et les commentaires de droit.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du diplôme est capable de :

- Prévenir et résoudre des litiges en interprétant le droit.
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure.
- Analyser et synthétiser rapidement les problèmes exposés par l'employeur.
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des questions très différentes.
- Faire preuve de diplomatie et établir des relations de confiance avec l'employeur.
- Intégrer les affaires juridiques de l'organisme employeur à leur environnement économique.
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes.
- Respecter la confidentialité des dossiers. proposer des solutions amiables ou judiciaires aux litiges.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Services de l'Etat (administration, juridiction administrative...)
 - Collectivités territoriales (et leurs regroupements), des
 - Organismes parapublics (sociétés d'économie mixte locales, autorités de régulation, services d'intérêt économique, hôpitaux, caisses de sécurité sociale, délégataires de services publics...),
 - Associations d'élus ou de collectivités,
 - Entreprise ou cabinet

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste spécialisé en droit public, en droit de l'urbanisme, en droit des marchés publics...

Emplois sur concours : attaché territorial, administrateur territorial, inspecteur des impôts, commissaire, directeur d'hôpital...

Avocat

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Personnes ayant contribué aux enseignements

(Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

idem

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

- Site de l'UFR SJEPEG: <http://sjepg.univ-fcomte.fr>
 - Site de l'Université de Franche-Comté : <http://www.univ-fcomte.fr>
 - Site du Centre de Recherche Juridique de Franche-Comté : crjfc.univ-fcomte.fr
- Université de Franche-Comté

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18938/>